

Chambre des Représentans.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 7.

Rapport de la commission des pétitions du mois de mai.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du livre des
pétitions.

•
M. Dams, 1^{er} rapporteur.

1. 139. Par pétition en date du janvier 1834,
 La dame veuve Formont, à Eecloo, exploitant une ferme avec terres sises aux Polders sur la lisière hollandaise, demande de pouvoir transporter, avec franchise de droits, les produits de ses terres au marché d'Eecloo. — Concl. — Ordre du jour.
2. 229. Par pétition en date du 19 février 1834,
 Les sieurs Fulgance Thomas et Joseph Moriane, de Vergnies, réclament de nouveau à la Chambre, pour qu'elle fasse cesser l'abus qui lui a déjà été signalé, concernant certains mariages de miliciens. — Concl. — Ordre du jour.
3. 332. Par pétition non datée,
 Plusieurs miliciens de la commune de Vergnies (Hainaut) réclament contre l'abus qui résulte du mariage d'autres miliciens avec des femmes nonagénaires, et qui les oblige à servir pour eux. — Concl. — Ordre du jour.
4. 469. Par pétition en date du 16 mai 1834,
 Les président et membres du tribunal de première instance de Hasselt réclament un changement de classification. — Concl. — Ordre du jour.
5. 470. Par pétition en date du 18 mai 1834,
 Plusieurs habitans de la section de Bigouvill (Luxembourg),

demandent que l'ancienne mairie d'Arsdorff soit reconstituée. —
Concl. — Ordre du jour.

6. 462. Par pétition non datée,

Plusieurs négocians et armateurs belges adressent des observations sur la situation actuelle de la marine marchande et de la pêche nationale. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et à la commission d'industrie.
7. 471. Par pétition en date du 19 mai 1834,

Le sieur P.-C. Zoude, jurisconsulte et ancien échevin de Namur, demande qu'il soit nommé une commission chargée de la liquidation des sommes avancées à titre de prêt au gouvernement autrichien. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
8. 369. Par pétition en date du 6 mars 1834,

Plusieurs marchands ambulans de beurre de la Campine demandent la révocation de l'arrêté accordé à la ville de Hasselt par le Régent de la Belgique, qui consiste à percevoir un cent des Pays-Bas par kilogramme de beurre transporté sur le territoire de Hasselt. — Concl. — Ordre du jour.
9. 239. Par pétition en date du 22 février 1834,

Le sieur Max. Sauveur à Severy (Hainaut) réclame le déplacement de la barrière du Courtournant, sur la route de 2^e classe de Beaumont à Chimay. — Concl. — Ordre du jour.
10. 231. Par pétition en date du 17 février 1834,

Les sieurs Bartholomé Lucas et Conter à Astert (Luxembourg) délégués à la perception des barrières n^{os} 15 et 16, entre Arlon et Martelange, proposent des changemens à l'emplacement de ces barrières. — Concl. — Ordre du jour.
11. 340. Par pétition non datée,

Plusieurs habitans du district de Marche demandent : 1^o l'achèvement de la canalisation commencée sur l'Ourthe, de Liège à Barvaux; 2^o le prolongement de la route de Hotton à Marche, depuis Hotton jusqu'à Barvaux. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
12. 464. Par pétition en date du 7 septembre 1833,

Le sieur C. Pettens à Louvain, demande la liquidation de 2000 fr. qui lui sont encore dus sur sa rente à charge de la cure de Veersel et Massenhove. — Concl. — Ordre du jour.
13. 430. Par pétition en date du 3 mai 1834,

Le sieur J.-F. Sap, de Couckelaere, propriétaire et cultivateur, réclame des changemens dans la répartition des taxes locales dites *abonnement*. — Concl. — Ordre du jour.

14. 319. Par pétition en date du 20 mars 1834,
Trois habitans de Fleurus demandent que la Chambre prenne une disposition qui proroge l'époque fixée pour le renouvellement des titres de rentes. — Ordre du jour.

15. 330. Par pétition en date du 22 mars 1834,
Le sieur Kanst, à Anvers, demande la prorogation du terme de renouvellement des titres nouveaux. — Concl. — Ordre du jour.

16. 262. Par pétition en date du mars 1834,
La Chambre des notaires de l'arrondissement de Mons réclame de la Chambre une disposition qui prorogerait de 6 mois le délai de la prescription relativement aux rentes. — Concl. — Ordre du jour.

17. 254. Par pétition en date du 2 mars 1834,
La fabrique de l'église de Thourout demande que la Chambre adopte une disposition législative qui recule le terme de la prescription, endéans lequel les fabriques des églises doivent rentrer en possession de leurs biens. — Concl. — Ordre du jour.

18. 318. Par pétition en date du 20 mars 1834,
Le sieur A.-J. Lallement, agent d'affaires à Namur, demande que la prescription trentenaire de l'article 2262 du Code civil soit prorogée sans retard. — Concl. — Ordre du jour.

19. 280. Par pétition en date du 6 mars 1834,
Les membres du bureau de bienfaisance et les marguilliers de la paroisse de la commune de Braffe, demandent que la Chambre proroge le terme fatal fixé au 24 mars prochain pour le renouvellement d'anciennes rentes. — Concl. — Ordre du jour.

20. 320. Par pétition en date du 5 février 1834,
Le conseil de fabrique et le bureau de bienfaisance de la commune de Rouquières (Hainaut), demandent que la Chambre prolonge le terme de renouvellement des titres de rentes. — Concl. — Ordre du jour.

21. 236. Par pétition en date du 22 février 1834,
Un grand nombre de gardes civiques de Bruxelles demandent la révision de la loi sur la garde civique. — Concl. — Ordre du jour.

22. 307. Par pétition en date du 18 mars 1834,
Les administrateurs des compagnies d'assurances générales sur la vie et contre les risques d'incendie établis à Bruxelles, réclament contre l'existence illégale des agences établies en Belgique, par des sociétés anonymes d'assurances étrangères au pays et non autorisées par le gouvernement Belge. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

23. 436. Par pétition en date du 11 janvier 1834,
Plusieurs brasseurs de Louvain réclament l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir une modification à la loi du 2 août 1822, relative à l'accise sur les bières et vinaigres. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
24. 277. Par pétition en date du 12 mars 1834,
Le sieur Destombes, de Mons, demande la concession au nom d'une compagnie de Mons, dont il est l'organe pour la construction de la partie de la route en fer à construire de Bruxelles à la frontière de France. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
25. 422. Par pétition en date du 30 juillet 1833,
La veuve C. Blomers, à Beesel, propriétaire d'un dépôt de houilles à Rykel, district de Ruremonde, demande une disposition législative qui exempte de toute formalité, à la douane, la sortie des houilles. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
26. 102. Par pétition en date du 9 décembre 1833,
Le sieur P.-J. Duprez, débitant de genièvre à Mouscron, demande que les acquits à caution, pour le remuage des genièvres, soit remplacé par un passavant qui sera soumis au visa des employés de la régie. — Concl. — Ordre du jour.
27. 252. Par pétition en date du 3 mars 1834,
Le sieur Neroud, lieutenant de la garde civique mobilisée de Bruxelles, renouvelle sa demande en naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
28. 261. Par pétition en date du 27 février 1834,
Le sieur De Bellemare, capitaine, directeur-adjoint à l'hôpital militaire d'Ypres, demande la naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
29. 289. Par pétition en date du 8 novembre 1833,
Le sieur Louis Bernet, à Louvain, né en Suisse, sous-lieutenant au service belge, demande la naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
30. 492. Par pétition en date du 20 mai 1834,
Le sieur C. Deckers, candidat notaire, né dans le Brabant septentrional, demeurant à Anvers, demande la naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
31. 265. Par pétition en date du 4 mars 1834,
Six particuliers habitant Bruxelles demandent que la Chambre s'occupe au plus tôt d'un projet sur la naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
32. 248. Par pétition en date du 28 février 1834,
Plusieurs habitants de Nivelles (Flandre-Orientale) demandent

la révocation d'un chef de légion de la garde civique. — Concl. —
Ordre du jour.

33. 459. Par pétition en date du 22 mai 1834,

Le sieur Diepenbeck demande que la Chambre réclame les explications demandées à M. le Ministre des affaires étrangères sur sa pétition, tendante à provoquer le retour de son fils et de tous les Belges, qui sont au service colonial de la Hollande. — Concl. — Renvoi au Ministre des affaires étrangères.

34. 352. Par pétition en date du 5 avril 1834,

La dame Susanne Clausse, veuve Braconnier, réclame le congé définitif de son fils Jean-Hubert Wathelet, soldat au 2^e régiment de chasseurs à pied. — Concl. — Ordre du jour.

35. 290. Par pétition en date du 17 mars 1834,

La dame veuve Godecharles, de Bruxelles, renouvelle sa demande d'exemption de la milice en faveur de son fils unique. — Concl. — Ordre du jour.

36. 144. Par pétition en date du 4 janvier 1834,

Le sieur R.-G. Dubosch, propriétaire à Gand, demande une indemnité pour les pertes qu'il a essuyées par la révolution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la guerre.

37. 461. Par pétition en date du 21 mai 1834,

La dame Th. Melscees, veuve Trappeniers à Louvain, demande le congé définitif de son fils Martin, sous-officier au 11^e régiment d'infanterie. — Concl. — Ordre du jour.

38. 470. Par pétition en date du 21 mai 1834,

Le sieur Faige, à Bruxelles, dénonce un prétendu abus commis par l'administration des postes, et résultant de ce qu'elle perçoit les ports de lettres en florins. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

Monsieur DAUTREBANDE, 2^{me} rapporteur.

39. 263. Par pétition en date du 11 octobre 1833,

Trois négocians de Gand se joignent à la pétition du sieur Corra-Vandermaeren de Bruxelles, contre le droit de préemption. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.

40. 18. Par pétition en date du 17 novembre 1833,

Onze tisserands de Moorzele demandent que le droit de plombage sur les toiles soit assimilé au droit français sur la même matière. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.

41. 403. Par pétition en date du 7 août 1833,

Un grand nombre de tisserands de Moorseele s'adressent de nouveau à la Chambre pour qu'elle daigne prendre en considéra-

tion leurs précédentes pétitions relatives au plombage des toiles. —
Concl. — Renvoi au ministre des finances.

42. 271. Par pétition en date du 9 mars 1834,
 Plusieurs tisserands des communes de Moorseele, Gulleghem et
 de Badesele (district de Courtrai), réitérent leur demande d'obte-
 nir un droit de plombage plus modéré, tel qu'il existe actuellement
 en France. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
43. 172. Par pétition en date du 29 décembre 1833,
 Plusieurs distillateurs de Hasselt réclament des modifications à
 la loi sur les distilleries, consistant : 1° à restituer à la sortie la
 totalité de l'impôt, et 2° demandent qu'il soit établi un bureau de
 sortie du côté de l'Allemagne. — Concl. — Renvoi au ministre des
 finances.
44. 33. Par pétition en date du 6 janvier 1834,
 Six habitants de St.-Aubin renouvellent leur demande de conti-
 nuer à jouir du privilège d'extraire de la mine de fer dans le bois
 dit *des Minnières*. — Concl. — Ordre du jour.
45. 159. Par pétition en date du 17 janvier 1834,
 Un grand nombre d'habitans de Basel et Rupelmonde, proprié-
 taires et locataires de briqueteries, réclament contre la mesure prise
 par l'administration du cadastre qui frappe d'un revenu de 80 fl.
 leurs fours à briques. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
46. 270. Par pétition en date du 25 janvier 1834,
 La Chambre de commerce d'Ostende adresse le troisième cahier
 d'observations sur le projet de route en fer. — Concl. — Dépôt au
 bureau des renseignemens.
47. 219. Par pétition en date du 12 février 1834,
 Plusieurs distillateurs de Gand demandent l'annulation du règle-
 ment de l'octroi de Gand. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'in-
 térieur.
48. 238. Par pétition en date du 15 février 1834,
 Le sieur J.-F. Anciaux de Glimes adresse des observations sur la
 loi des distilleries. — Concl. — Ordre du jour.
49. 228. Par pétition en date du 15 février 1834,
 Plusieurs habitans de Bruges, titulaires d'engagères à charge de
 l'Autriche, demandent que la Chambre fasse liquider leurs
 créances. — Concl. — Renvoi au ministre des finances avec demande
 d'explications.
50. 230. Par pétition en date du 18 février 1834,
 Plusieurs fabricans de sabots de Sombreffe, demandent qu'il soit
 frappé un droit à l'entrée sur les sabots étrangers. — Concl. —
 Renvoi au ministre des finances.

51. 234. Par pétition en date du 22 février 1834 ,
Le sieur C. Willems demande la révision de la loi sur les sels.
— Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
52. 246. Par pétition en date du 24 février 1834 ,
Plusieurs sauniers de Bruxelles se plaignent des entraves qu'ils éprouvent de la part de l'administration des douanes et accises , et demandent aussi que la loi sur les sels soit révisée. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
53. 278. Par pétition en date du 28 février 1834 ,
Plusieurs propriétaires de bateaux et bateliers naviguant sur la Lys , à Courtrai , signalent l'abus qui résulte de la coalition des ouvriers halleurs , comme nuisible à la liberté du commerce et de la navigation. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
54. 258. Par pétition en date du 1^{er} mars 1834 ,
Le conseil de régence de la ville de Venloo adresse des observations sur les explications données par M. le ministre des finances sur sa pétition , et renouvelle sa demande de rentrer en possession du passage d'eau sur la Meuse. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
55. 257. Par pétition en date du 4 mars ,
Le sieur P. Proot, planteur de ceps de vigne à Furnes , demande une part dans la somme allouée au budget pour l'encouragement des vignobles. — Concl. — Ordre du jour.
56. 264. Par pétition en date du 6 mars 1834 ,
Le sieur F.-A. Opdenoordt , saunier à Venloo , demande que la Chambre intervienne pour qu'il lui soit accordé la restitution des droits sur le sel qu'il a transporté par eau , qui a été submergé , et qui s'élèvent à 1197-08 $\frac{1}{4}$ fl. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances avec demande d'explications.
- 57 434. Par pétition non datée ,
Un grand nombre de médecins , chirurgiens et accoucheurs des provinces d'Anvers , et des deux Flandres réclament une nouvelle loi sur l'organisation médicale. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
- / M. BERGER, 3^m rapporteur.
58. 482. Par pétition en date du 23 mai 1834 ,
Les membres d'un comité , représentant 60 sociétés houillères du bassin de Charleroi , signalent les dommages qu'apporterait à l'industrie et au trésor , l'approbation royale de l'adjudication des embranchemens du canal de Charleroi. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

59. 415. Par pétition en date du 28 avril 1834 ,
La régence de Verviers renouvelle sa demande tendante à ce que les victimes des pillages soient indemnisées par le trésor public. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
60. 184. Par pétition en date du 28 janvier 1834 ,
Le sieur A. Delbrouck, ex-entrepreneur, demande que la Chambre intervienne pour lui faire obtenir la même indemnité que le sieur Lauwers, pour les approvisionnemens faits par lui. — Concl. — Ordre du jour.
61. 212. Par pétition en date du 8 février 1834 ,
Le sieur E. Barrez, fabricant de noir animal, à Gand, dont la propriété a été expropriée pour rembourser les avances à lui faites par le gouvernement en 1829, demande une indemnité. — Concl. — Ordre du jour.
62. 266. Par pétition en date du 8 mars 1834 ,
Le sieur Collinet, marchand d'instrumens de musique, à Liège, réclame le paiement de la somme de 166 fr., du chef de fournitures d'instrumens faites au bataillon des tirailleurs de la Meuse. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
63. 198. Par pétition en date du 6 février 1834 ,
Plusieurs fabricans et négocians de Gand et de Bruxelles adressent à la Chambre des observations sur la situation critique de l'industrie cotonnière et sur les moyens d'y porter secours et de l'améliorer. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie et au Ministre de l'intérieur.
64. 472. Par pétition en date du 22 mai 1834 ,
Le sieur de la Jumelière, à Bruxelles ancien colonel français, inventeur du volan moteur, réclame à son égard l'exécution de la loi sur les brevets d'importation. — Concl. — Ordre du jour.
65. 232. Par pétition en date du 10 février 1834 ,
Plusieurs négocians d'Anvers réclament le remboursement intégral des marchandises brûlées à l'entrepôt de cette ville, par le bombardement du 27 octobre 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
66. 416. Par pétition en date du 26 avril 1834 ,
La régence de la commune de Lillo demande un à-compte sur l'indemnité qui revient aux habitans de cette commune, du chef des inondations. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
67. 446. Par pétition en date du 9 mai 1834 ,
L'administration communale et les notables de la commune de Stabrock (Anvers) réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef des inondations des polders. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

68. 458. Par pétition en date du 16 mai 1834,
Les membres du conseil de régence de Santvliet réclament en faveur des habitans de cette commune, victimes de l'inondation des polders, le paiement de l'indemnité qui leur revient. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
69. 471. Par pétition en date du 12 mai 1834,
La régence de Berendrecht (Anvers) demande une indemnité pour les habitans de cette commune, qui souffrent des inondations. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
70. 453. Par pétition en date du 3 avril 1834,
La dame veuve Cloosen, locataire de la barrière de Houthalen, demande une indemnité du chef de l'incendie de sa propriété par l'armée hollandaise, en août 1831. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
71. 433. Par pétition en date du 3 mai 1834,
Le sieur Adr. Kennis, échevin de la commune de Capellen, demande d'être indemnisé pour la perte qu'il éprouve, par suite de l'inondation de sa propriété sise dans les polders du fort Lillo. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
72. 343. Par pétition en date du 26 mars 1834,
Les propriétaires du polder de Borgerweert, à Zwyndrecht, renouvellent leur demande, afin d'obtenir une indemnité pour propriétés inondées. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
73. 126. Par pétition en date du 4 janvier 1834,
Les directions des polders de Borgerweert et de Zwyndrecht (Flandre-Orientale) demandent à être comprises dans le bénéfice que la loi sur l'indemnité accorde. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
74. 327. Par pétition en date du 21 mars 1834,
Trois propriétaires de bateaux de Venloo renouvellent leur demande d'une indemnité pour la retenue de leurs bateaux, par l'autorité militaire devant cette ville, au mois de novembre 1830. dans l'intérêt de la défense de la place. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
75. 396. Par pétition en date du 24 avril 1834.
Le sieur C. Vanlook, cultivateur à Lillo, demande le paiement d'une somme de 20,000 francs, à-compte de l'indemnité qui lui revient du chef des pertes qu'il a essuyées par l'inondation des polders. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
76. 380. Par pétition en date du 2 avril 1834,
Neuf propriétaires de maisons dévastées pendant les combats de septembre, réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient de ce chef. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

77. 176. Par pétition en date du 31 décembre 1833,
Un grand nombre d'habitans de Saint-Laurent, section cinq, *extra-muros* d'Anvers, demandent une indemnité pour les pertes essayées par eux depuis trois ans. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
78. 308. Par pétition non datée,
Les habitans des polders inondés de Lillo et Liéfkenshoek demandent de nouveau à être indemnisés pour leurs pertes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
79. 366. Par pétition en date du 1^{er} avril 1834,
Le sieur Ch. Verzyl, propriétaire d'un moulin à eau, à Venloo, demande une indemnité pour la perte qu'il a essayée en 1830, par l'inactivité de son moulin par suite des inondations ordonnées par le génie militaire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
80. 118. M. DEWITTE, 4^e rapporteur.
Par pétition en date du 15 novembre 1833,
Un grand nombre d'ouvriers de fabriques de coton de diverses commune de la Flandre-Orientale, exposent leur détresse et demandent que la Chambre avise aux moyens d'améliorer leur sort. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
81. 177. Par pétition en date du 27 janvier 1834,
Le sieur A.-J. Briers, fabricant de colle d'os, à Bruxelles, adresse des observations contre le projet de loi relatif à la sortie des os. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
82. 160. Par pétition en date du 21 novembre 1834,
Le sieur C. Bernaert, à Somergem (Flandre-Orientale), propose des modifications aux articles 67 et 68 du Code de Commerce. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
83. 121. Par pétition en date du 24 décembre 1833,
Plusieurs habitans d'Anvers s'élèvent contre la mauvaise répartition des logemens militaires. — Concl. — Ordre du jour.
84. 182. Par pétition en date du 28 décembre 1833,
Quatre tanneurs de Courtray adressent à la Chambre des observations sur l'état de leur industrie. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
85. 370. Par pétition non datée,
Un grand nombre de tanneurs des deux Flandres adressent des considérations sur l'état de leur industrie. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
86. 185. Par pétition en date du janvier 1834,
Le sieur F. Angenot père, ex-instituteur, demande une pension

ou un secours provisoire. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

87. 179. Par pétition en date du janvier 1834,
Plusieurs sauniers de Bruxelles demandent que la Chambre s'occupe d'une loi sur les sels, qui lève les embarras suscités par les passavans. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et dépôt au bureau des renseignements.
88. 180. Par pétition en date du 26 janvier 1834,
Le sieur Rosseels, de Bruxelles, demande une indemnité pour les pertes qu'il a essayées par la révolution. — Concl. — Renvoi aux Ministres des finances et de l'intérieur.
89. 422. Par pétition en date du 1^{er} mai 1834,
Le sieur J.-B. Meurice, de Bruxelles, ex-officier, né à Lessines, sollicite la protection de la Chambre pour obtenir un emploi quelconque dans l'administration des contributions directes, douanes et accises. — Concl. — Renvoi aux Ministres de la guerre et des finances, avec demande d'explications.
90. 189. Par pétition en date du 31 janvier 1834,
Des propriétaires et fermiers des communes de Saint-Laurent, Sainte-Marguerite et Saint-Jean dans le désert (Flandre-Orientale), demandent la construction immédiate du canal d'écoulement projeté par le gouvernement. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.
91. 202. Par pétition en date du 1^{er} février 1834,
Le sieur Jos. Coliers, à Anvers, réclame le paiement de sa créance de 6,000 florins, hypothéquée sur la chaussée de Wyneghem à Schelde. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur avec demande d'explications.
92. 196. Par pétition en date du 6 février 1834,
Le sieur Théodore Vreucop, de Géronville, demande la prompte révision des lois sur la garde civique, et propose diverses modifications à ces lois. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignements.
93. 197. Par pétition en date du 6 février 1834,
Le sieur Théodore Vreucop, de Géronville, adresse des observations sur le projet de loi relatif à l'organisation communale. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
94. 201. Par pétition en date du 7 février 1834,
Le sieur Barthelyns, premier échevin de la commune de Looz, signale à la Chambre l'incurie du bourgmestre relativement à l'administration de cette commune. — Concl. — Ordre du jour.

95. 211. Par pétition en date du 7 février 1834,
Le sieur J.-M. Rosy, à Ohain (Nivelles), demande une disposition qui mette tous traitemens des ministres du culte à charge du gouvernement. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
96. 208. Par pétition en date du 8 février 1834,
Le sieur P.-D. Musch, avocat à Liège, demande que la loi du 27 ventôse an VIII, qui exige un cautionnement des huissiers soit remise en vigueur. — Concl. — Renvoi au Ministre de la justice.
97. 217. Par pétition en date du 11 février 1834,
Vingt-trois secrétaires des communes du district de Courtrai adressent des observations relatives au projet d'organisation communale et municipale. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
98. 431. Par pétition en date du 9 mai 1834,
Cent cinquante habitans de Bruxelles demandent à la Chambre, dans l'intérêt de l'humanité souffrante, et pour la conservation du spécifique de M. Lubin, de vouloir provoquer de M. le ministre de l'intérieur, la présentation prompte d'un projet de loi, portant révision de la loi du 12 mars 1818, ou de prendre l'initiative. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.
99. 130. Par pétition en date du 10 janvier 1834,
Plusieurs fabricans bonnetiers à Peruwelz adressent des observations sur l'état de leur industrie. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et à la commission d'industrie.
100. 310. Par pétition en date du 18 mars 1834,
Le sieur H. Sohest, commis de troisième classe des douanes, demande un emploi dans l'intérieur du royaume. — Concl. — Ordre du jour.
101. 432. Par pétition en date du 4 mai 1834,
Quatre fabricans de carreaux et briques de terre des communes de Macon, Momignies et St.-Remy, demandent que le droit d'entrée de France en Belgique soit mis en harmonie avec le droit français. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et à la commission d'industrie.
102. 420. Par pétition non datée,
Plusieurs négocians d'ardoises, du Hainaut, adressent des observations sur l'état de leur industrie. — Concl. — Renvoi aux Ministres de l'intérieur et des finances et à la commission d'industrie.
103. 423. Par pétition en date du 29 avril 1834,
La Chambre de Commerce et des fabriques de Bruges adresse des considérations en faveur de la proposition de M. Defoere, ten-

- dant à accorder une protection au pavillon belge, par l'établissement d'une marine. — Concl. — Renvoi au Ministre de la marine et à la commission d'industrie.
104. 113. Par pétition non datée,
Plusieurs fabricans de dentelles, tulles, etc., adressent des plaintes touchant les hauts droits, auxquels sont soumis les tulles écus à l'entrée. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et à la commission d'industrie.
105. 186. Par pétition en date du 3 février 1834,
Le sieur Mouligneau, instituteur à Moulbaix, dont le fils aîné a obtenu 4 exemptions d'un an pour le service dans la milice, à cause de difformité, se plaint de ce qu'il soit encore compris cette année dans la liste des ajournés pour 1834. — Concl. — Ordre du jour.
106. 433. Par pétition en date du 7 mai 1834,
Le sieur Bernard-Jos. Hebbelinckx, ex-greffier de la justice-de-paix de Nazareth, réclame l'intervention de la Chambre pour être porté comme candidat à la première justice-de-paix vacante. — Concl. — Ordre du jour.
107. 241. Par pétition en date du 14 novembre 1834,
Les bourgmestres et assesseurs de la ville d'Assche demandent une interprétation de l'article 12 de l'arrêté du 12 octobre 1825, relatif aux frais d'instruction des indigens dans les dépôts de mendicité. — Concl. — Renvoi au Ministre de la justice.
108. 233. Par pétition en date du 22 février 1834,
Le sieur S.-J. Janssens, de Louvain, signale l'abus qui résulte de l'intérêt élevé qu'exigent les monts-de-piété. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
109. 206. Par pétition en date du 7 février 1834,
Le sieur Dever, de Gand, géomètre du cadastre, lieutenant-quartier-maitre au quatrième bataillon de la garde civique du Hainaut, réclame contre une décision du Ministre de la guerre qui l'oblige à rembourser une différence existant dans un paiement fait par lui, et demande à être jugé. — Concl. — Ordre du jour.